



LUNDI 18 MAI 2020

« 3 : nous sommes pris dans 3 pièges : épidémique, économique et énergétique. Nous ne gagnerons pas la guerre. »

\$ ÉCONOMIE \$

- ▶ **696 000 années perdues** (Bill Bonner) p.1
- ▶ La mondialisation et la financiarisation sont mortes, ainsi que tout ce qui en dépendait (C-H Smith) p.1
- ▶ Les États-Unis sont pris dans une spirale de mort économique, et un groupe est particulièrement touché... (Michael Snyder) p.3
- ▶ Vaccins. Qui vaut plus? Qui en premier, Qui en dernier ? ... Une pandémie c'est choquant (C. Sannat) p.6
- ▶ Les chiffres sont tous plus mauvais que prévus (Bruno Bertez) p.12
- ▶ La plus grande menace économique actuelle (Brian Maher) p.13
- ▶ Pour sauver le capitalisme de lui-même (François Leclerc) p.18
- ▶ Taux d'intérêt négatifs : Récompenser la prodigalité p.19
- ▶ Les relations sino-américaines plus conflictuelles dépriment les marchés (P. Béchade) p.22
- ▶ La plus grande vague de licenciement de pilotes de l'histoire se profile aux Etats-Unis (P. Béchade) p.23
- ▶ Wall Street digère allègrement les chiffres du chômage aux Etats-Unis (P. Béchade) p.24
- ▶ **La machine est devenue infernale** (Bruno Bertez) p.24

<<> <<> <<> <<> (0) <<> <<> <<> <<>

696 000 années perdues

rédigé par [Bill Bonner](#) 15 mai 2020

Le confinement permet de sauver des vies... mais on parle moins des morts qu'il pourrait causer – entre autres dégâts.



Faut-il accuser le Covid-19 de tous les maux – et de toutes les morts, [nous demandions-nous hier](#).

Eh bien... selon le *New York Times*, les morts dues à d'autres causes que le Covid-19 sont également en hausse aux Etats-Unis.

Il s'agit souvent de personnes plus jeunes. L'âge moyen auquel les gens décident de se suicider est de 49 ans aux US. Chaque suicide prive donc le pays d'environ 29 ans... soit plus de trois fois plus de vie qu'une mort du Covid-19.

Durant la Grande dépression, les taux de suicide ont augmenté de 50%. L'an dernier, 48 000 Américains se sont suicidés. Si ce confinement a le même effet que la Grande dépression, il fera 24 000 victimes de plus... soit un total d'années perdues se montant à 696 000, selon nos calculs d'hier.

Parallèlement, le nombre de morts dues au cancer, aux maladies cardiaques et aux maladies pulmonaires semble lui aussi augmenter. Peut-être qu'au milieu de la corona-hystérie, les gens hésitent à aller se faire soigner. Les traitements pour les crises cardiaques et les attaques, par exemple, ont décliné de 60% depuis le début du confinement.

C'est assez incroyable, mais au beau milieu de la plus grande crise sanitaire de ces 100 dernières années, les hôpitaux américains déclarent un nombre croissant de lits vides. Ils licencient des infirmières. Les médecins rapportent un tel plongeon de leur activité que nombre d'entre eux ne peuvent pas payer le loyer de leur cabinet.

Plus dommageable que le virus ?

Par ailleurs, les gens étant appauvris par le confinement, ils ont moins d'argent pour aller chez le médecin ou le dentiste... ou à dépenser pour leur alimentation et leur santé.

De quelle manière cela affectera-t-il leurs vies ? Nous n'en savons rien. Mais un récent titre sur Fox News indiquait que, selon un rapport de l'ONU, « les ravages économiques pourraient coûter plus de vies que le virus ».

Les pays pauvres seront sans doute les plus lourdement affectés. Là-bas, les gens vivent déjà en marge. Notre collègue George Gilder voit arriver « une famine de masse » en Inde. Il cite le Programme alimentaire mondial de l'ONU, qui estime que jusqu'à 260 millions de personnes pourraient être confrontées à la famine.

Il cite également Michael Levitt, prix Nobel de chimie :

« Il ne fait pas de doute selon moi que lorsqu'on regardera en arrière, les dégâts causés par le confinement dépasseront de très loin les vies sauvées. »

Notre seule certitude, c'est que nous n'avons aucune certitude. Les avantages du confinement ne sont pas certains non plus. Il est très possible que cette politique augmente, et non réduise, le nombre d'années de vie perdues aux Etats-Unis.

Qualité et quantité

Attendez un peu... dans la vie, il ne suffit pas de ne pas mourir. Il faut aussi « vivre »... et nous le faisons de nombreuses manières que les médecins ne peuvent pas quantifier.

Ce n'est pas qu'une question de temps. Imaginez que vous passiez toute votre vie en état de mort cérébrale, maintenu en « vie » par des machines et des médicaments. Que vaudrait votre existence alors ?

Elle est peut-être sacrée aux yeux de Dieu, mais l'être humain demanderait une ristourne. Une vie dans le coma, ce n'est pas la même chose ; pour la plupart des gens, elle vaut moins.

Le problème avec les épidémiologistes – comme avec les économistes –, c'est qu'ils peuvent compter mais pas calculer. Ils peuvent mesurer la quantité mais pas la qualité.

La qualité ne peut être mesurée que par les choix humains. Or les choix humains – qu'il s'agisse des taux d'intérêt, de l'alpinisme, du style capillaire, de la vie de couple ou de l'argent – ne peuvent être enregistrés que si on laisse les humains faire.

On pourrait dire à deux hommes que le Covid-19 hante leur ville. Ils savent que s'ils attrapent la maladie, étant donné leur âge (ils ont tous deux 75 ans) et leur condition physique (tous deux ont du diabète... et jurent depuis des années qu'ils vont se mettre au régime), ils ont une chance sur dix de mourir.

L'un, confortablement installé... bien accompagné... et avec une cave pleine de bon vin... pourrait décider que s'aventurer dehors n'en vaut pas la « peine ». L'autre, malheureux... rendu à moitié fou par l'isolement... pourrait trouver que ces probabilités lui conviennent. Chacun fait son choix et prend ses risques.

En supprimant ce choix, les autorités savent la qualité de vie aussi bien (probablement) que la quantité telle que mesurée en temps. Les deux hommes subissent les mêmes restrictions même si seul l'un d'entre eux les choisirait.

Les autorités, les bonnes âmes et les empêcheurs de tourner en rond – enhardis par les « experts », la gloire et le pouvoir – ne s'arrêtent pas là. Ils appliquent les mêmes règles à tous, quand bien même les plus de 85 ans ont 15 000 fois plus de risques de mourir du Covid-19 que les gamins de moins de 15 ans.

Nous sommes donc tous restés sous clé – les vieux et les jeunes, les sains et les malades... comme de vieux lions édentés au zoo de Baltimore.

La mondialisation et la financiarisation sont mortes, ainsi que tout ce qui en dépendait

Charles Hugh Smith Jeudi 14 mai 2020

La financiarisation n'a jamais été durable, pas plus que la mondialisation destructrice qu'elle a permis. Toutes les analogies des histoires heureuses avec les pandémies passées qui n'étaient que des bosses sur la route manquent leur cible. On entend souvent dire que la pandémie de grippe de 1918-1919 a tué des millions de personnes, mais ce n'est pas grave, les années folles ont commencé l'année suivante. C'est un peu plus loin et plus haut, bébé, une fois qu'on a jeté les masques.

C'est faux. Complètement, totalement, complètement faux. Les moteurs des 75 dernières années de croissance - la mondialisation et la financiarisation - sont morts, tout comme tout ce qui en dépendait pour la "croissance". (La croissance est entre guillemets parce qu'une fois les coûts externes et l'arbitrage monétaire pris en compte, la plupart de ce qui a été glorifié comme "croissance" n'est rien d'autre que des pertes couvertes par une ruse comptable).

Voici ce qui est mal compris : la mondialisation et la financiarisation meurent lorsqu'elles cessent de s'étendre. Tout comme un requin meurt s'il arrête de nager, la mondialisation et la financiarisation meurent lorsqu'elles cessent de s'étendre, car leur viabilité dépend de l'expansion.

La mondialisation et la financiarisation sont en perte de vitesse depuis des années. Sous le couvert de l'"ouverture des marchés", la mondialisation a mis à mal toutes les économies qui ne peuvent pas imprimer une monnaie de réserve et a vidé les économies du monde entier, car seuls les secteurs compétitifs au niveau mondial survivent à la mondialisation. Le résultat net est que des économies autrefois dynamiques et diversifiées ont été réduites à de fragiles monocultures dont la survie dépend entièrement des flux mondiaux de capitaux et de dépenses.

Le tourisme en est un excellent exemple : toutes les régions qui ont vu leur économie locale écrasée par l'arbitrage mondial et l'hégémonie des entreprises, laissant le tourisme mondial comme seul secteur survivant, ont été dévastées par la chute du tourisme, qui a toujours été subordonné au revenu disponible et à l'expansion du crédit pour toujours.

Mais le crédit ne peut pas s'étendre éternellement, car il finit par manquer de revenus pour assurer le service de la dette supplémentaire. La financiarisation n'est pas seulement l'expansion du crédit et de l'effet de levier aux emprunteurs marginaux ; c'est aussi la légalisation du pillage, car les véritables risques de l'augmentation de la dette et de l'effet de levier sont cachés dans d'obscurs instruments financiers et dans de fausses déclarations de "sécurité" et de "couverture".

Les excès d'endettement et d'endettement canalisés dans des spéculations risquées se soldent inévitablement par un défaut de paiement. La financiarisation se manifeste par des bulles d'actifs et l'hyperconsommation de personnes qui n'ont jamais eu de crédit et qui dépensent jusqu'à la limite du crédit et au-delà. Les bulles d'actifs et de consommation éclatent toutes deux, poussant le secteur financier qui s'est nourri de l'expansion insoutenable du crédit vers l'insolvabilité.

En d'autres termes, la mondialisation et la financiarisation néolibérales - essentiellement une dynamique - sont intrinsèquement déstabilisatrices, car toutes les incitations sont perverses et explosives. Tout comme les bulles d'actifs et de consommation sont inévitables, l'éclatement de ces bulles et la dévastation de tout ce qui était devenu dépendant de l'expansion de ces bulles sont également inévitables.

Le bien commun, longtemps tourné en dérision par ceux qui se régalaient des excès de la mondialisation et de la financiarisation sous forme de nationalisme, est maintenant compris comme la résilience et la sécurité qui ont été sacrifiées sur l'autel de la mondialisation et de la financiarisation. La sécurité alimentaire, pour prendre un exemple de base, est impossible une fois que la mondialisation a détruit la production agricole locale et que la financiarisation a récompensé l'agriculture industrielle puisque le Big Ag peut emprunter des capitaux à des échelles qui n'ont de sens que dans un monde où l'agriculture est mondialisée et en monoculture. Tous ceux qui vantent les mérites de 1919 comme modèle pour 2020 ignorent profondément l'histoire et les ontologies destructrices de la mondialisation et de la financiarisation. Il n'y a pratiquement aucun chevauchement entre le monde de 1919 et celui de 2020 en termes de structures et d'excès financiers.

La mort de la mondialisation et de la financiarisation est révélée par ce que les plans de sauvetage de la Réserve fédérale et les fourrières fiscales ne peuvent pas faire :

1. Ils ne peuvent pas créer des emprunteurs solvables à partir de rien comme la Fed crée des dollars à partir de rien.
2. Ils ne peuvent pas forcer les prêteurs confrontés à des défaillances massives à prêter plus d'argent à des emprunteurs non solvables
3. Ils ne peuvent pas forcer des emprunteurs solvables à emprunter de l'argent.
4. Ils ne peuvent pas relancer les bulles d'actifs et de consommation qui ont éclaté.

5. Ils ne peuvent pas rétablir la confiance dans des chaînes d'approvisionnement longues et fragiles.
6. Ils ne peuvent pas transformer comme par magie des entreprises non rentables en entreprises rentables.
7. Ils ne peuvent pas créer des flux de revenus - revenus, profits, salaires, etc. - avec des plans de sauvetage qui continuent à faire appel aux incitations perverses de l'"argent gratuit" conçu pour donner aux serfs de dettes suffisamment de liquidités pour continuer à rembourser leurs prêts.
8. Ils ne peuvent pas oublier de rembourser leurs dettes sans détruire la richesse qu'ils détiennent sous forme de dettes : les hypothèques, les prêts étudiants, les prêts automobiles, les dettes de cartes de crédit, les obligations d'entreprises de pacotille, etc. sont des actifs qui perdent leur valeur une fois que les emprunteurs sont en défaut de paiement.
9. La Fed peut acheter des dettes douteuses, mais cela ne change rien à leur abjecte impuissance (points 1 à 7 ci-dessus).

La financiarisation n'a jamais été durable, pas plus que la mondialisation destructrice qu'elle a permis. Tout système dépendant de l'exploitation toujours plus importante de nouvelles ressources, de nouveaux débiteurs et de nouveaux marchés ne pouvait être que fragile. La férocité de sa rapacité masquait sa faiblesse inhérente, une faiblesse qui est maintenant exposée comme fatale.

J'explique ces dynamiques, et la façon dont elles sapent la démocratie, dans mon petit livre "Why Our Status Quo Failed and Is Beyond Reform".

Nouveau podcast : Salon AxisOfEasy n°4 : Que se passe-t-il après l'échec du néo-libéralisme ? (57:51) (Mark, Jesse et moi creusons les voies ouvertes par l'effondrement du mondialisme néolibéral)

Les États-Unis sont pris dans une spirale de mort économique, et un groupe est particulièrement touché...

par Michael Snyder le 14 mai 2020

Beaucoup ont averti pendant des années que notre bulle économique allait finir par éclater et qu'un effondrement était inévitable, mais la férocité de cette nouvelle crise économique a pris tout le monde au dépourvu. Et même si certains États ont tenté de "rouvrir" leur économie ces derniers jours, le tsunami des pertes d'emplois continue de se poursuivre. Avant cette année, le record historique du plus grand nombre de nouvelles demandes de chômage en une seule semaine était de 695 000. Ce record avait été établi en 1982 et il avait survécu jusqu'en 2020. Mais aujourd'hui, ce chiffre a été réduit à néant semaine après semaine. Jeudi, nous avons appris que 2,9 millions d'Américains supplémentaires ont déposé la semaine dernière une première demande de prestations de chômage, ce qui porte le total de cette pandémie à plus de 36 millions...

Les nouvelles demandes de chômage ont atteint un peu moins de 3 millions pour la dernière période de référence, un chiffre qui, bien que toujours élevé, a diminué pour la sixième semaine consécutive, selon les chiffres du ministère du travail jeudi.

Le total de 2,981 millions de nouvelles demandes d'assurance chômage déposées la semaine dernière a porté le total de la crise du coronavirus à près de 36,5 millions, de loin la plus grande perte de l'histoire des États-Unis. Le décompte annoncé la semaine dernière a été révisé à la hausse de 7.000 à 3,176 millions, ce qui porte la baisse hebdomadaire à 195.000 entre les deux derniers rapports.

Pour mettre cela en perspective, au point le plus bas de la Grande Dépression, seuls 15 millions d'Américains étaient au chômage.

Bien sûr, notre population est aujourd'hui un peu plus nombreuse, et la comparaison n'est donc pas simple.

Mais ce sur quoi tout le monde peut s'entendre, c'est que nous n'avons jamais vu un pic de chômage de deux mois comme celui-ci dans toute l'histoire des États-Unis.

Et d'après la Réserve fédérale, les travailleurs à faible revenu sont plus durement touchés que quiconque...

Jeudi, la Banque de la Réserve fédérale a rapporté à quel point le ralentissement économique induit par le coronavirus frappe inégalement les Américains.

D'une part, les personnes à faibles revenus sont frappées. Près de 40 % des personnes dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 dollars ont déclaré avoir perdu leur emploi en mars, selon le rapport sur le bien-être économique des ménages américains.

Malheureusement, c'est ce qui semble se produire à chaque fois qu'il y a un ralentissement économique.

Les personnes impuissantes au bas de la chaîne alimentaire sont les plus touchées, mais les gros bonnets ayant une influence politique sont capables d'obtenir les grands renflouements.

Des millions de nouveaux chômeurs à faibles revenus étaient employés par l'industrie de la restauration, mais cette industrie a été absolument décimée par cette crise...

La National Restaurant Association affirme que ses membres ont perdu quelque 30 milliards de dollars en mars, et 50 milliards en avril.

Rien que la semaine dernière, plusieurs restaurants ont annoncé qu'ils ne rouvriraient pas, notamment la chaîne de buffets Souplantation et Sweet Tomatoes, Jen's Grill à Chicago et Ristorante Franchino, qui sert des clients dans la région de San Francisco depuis plus de 32 ans.

Bien sûr, la plupart des fermetures de restaurants ne feront jamais la une des journaux, car il s'agit de petites exploitations indépendantes sans soutien d'entreprise.

Dans les jours à venir, nous allons assister à une "apocalypse des restaurants" comme nous n'en avons jamais vu dans l'histoire américaine. Si vous pouvez le croire, un expert du secteur vient de dire à Bloomberg qu'environ un quart de tous les restaurants américains vont fermer définitivement...

Votre restaurant préféré, désormais fermé ou n'acceptant que des commandes à emporter en raison du coronavirus, pourrait ne jamais rouvrir, selon un haut dirigeant du service de réservation OpenTable.

Steve Hafner, PDG d'OpenTable, le service de réservation de Booking Holdings, et du site de voyage Kayak, a déclaré à Bloomberg qu'un restaurant sur quatre ne reviendra pas.

C'est vraiment une grande tragédie, et il sera déprimant de voir tant de bâtiments vides dans les communautés de tout le pays.

Et les choses seront très, très différentes pour les restaurants qui pourront rester ouverts. Par exemple, il suffit de voir les changements qui se produisent au McDonald's...

Lorsque les restaurants McDonald's rouvriront leurs salles à manger, les clients devront s'attendre à trouver des autocollants sur le sol encourageant la distanciation sociale et la fermeture des bars à boissons en libre-service. Les employés portant un masque peuvent s'enregistrer en levant le pouce, ou vous demander de vous éloigner des autres.

Si c'est à cela que ressemblera une visite au McDonald's, je ne pense pas que j'y retournerai avant longtemps.

Ce dont nous avons vraiment besoin, c'est que le pays essaie de revenir à la normale, mais dans certaines des régions les plus libérales des États-Unis, cela ne se produira pas dans un avenir prévisible.

L'économie américaine continuera donc à être prise dans cette spirale de la mort, et le président de la Fed, Jay Powell, nous avertit que nous pourrions bientôt voir une "vague de faillites" d'un océan à l'autre...

Le chef de la Réserve fédérale, Jay Powell, a mis en garde mercredi contre une éventuelle "vague de faillites" qui pourrait causer un préjudice durable à la plus grande économie du monde, et a déclaré qu'un soutien fiscal plus important pourrait être nécessaire pour prévenir la dévastation, malgré le coût massif.

M. Powell, qui a lancé une série de programmes clés pour soutenir les marchés du crédit et fournir des fonds directement aux entreprises, a déclaré qu'il y a des limites à ce que la Fed peut faire.

En particulier, il faut surveiller de près le secteur de l'immobilier commercial.

Afin d'assurer le service de leurs prêts, les propriétaires de biens commerciaux doivent réussir à percevoir le loyer de leurs locataires, et à l'heure actuelle, beaucoup de ces locataires ne sont pas en mesure de payer.

Par exemple, il suffit de regarder les chiffres qu'un propriétaire de commerce de la ville de New York rapporte...

Un important propriétaire commercial de New York n'a perçu que 73 % du loyer de ses bureaux en avril auprès de ses locataires, et un nombre croissant d'entre eux sont en défaut de paiement, alors que l'incertitude grandit quant à savoir si les immeubles d'entreprise vont devenir une chose du passé.

Empire State Realty Trust, propriétaire de l'Empire State Building, n'a perçu que 73 % des loyers de ses bureaux et 46 % des loyers de ses commerces de détail dus en avril.

À moins d'un renflouement, nous allons assister à un carnage de l'immobilier commercial d'une ampleur sans précédent.

Bien sûr, presque tous les secteurs ont besoin d'un renflouement à ce stade, et tout le monde n'en aura pas.

La peur de COVID-19 n'a pas créé les conditions de cette nouvelle crise économique, mais elle a finalement fait éclater la bulle économique alimentée par la dette qui maintenait les conditions relativement stables ces dernières années.

Maintenant que notre économie a commencé à échapper à tout contrôle, personne ne va pouvoir recoller les morceaux, et la vérité est que ce n'est que le tout début de nos problèmes.

Tant de choses dont je vous ai mis en garde commencent à se produire, et il ne fait aucun doute que notre économie continuera de s'effondrer dans les mois à venir, mais cela ne signifie pas que votre vie est terminée.

Oui, les jours à venir seront extrêmement difficiles, mais les héros naissent lorsque les choses sont au plus noir.

« Vaccins. Qui vaut plus? Qui en premier, Qui en dernier ? ... Une pandémie c'est choquant ! »

par [Charles Sannat](#) | 15 Mai 2020



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Je sais le titre est provoquant, et c'est volontaire parce que la situation est aussi provocante que choquante !

Chaque vie humaine compte, à égalité, mais cela reste de la belle théorie de salon, du beau politiquement correct de plateaux de télévision. Ce sont des principes de temps radieux et de mer calme.

Ce qui est intéressant en revanche, c'est de voir ce que ces beaux principes d'humanité deviennent lorsque nous quittons le confort et que nous entrons dans le « gros temps ».

Nous y sommes et l'écart entre les discours théoriques et la réalité est évidemment effrayant...

Les Américains d'abord!

Tenez prenez cet article du Monde

« Le directeur général du groupe a affirmé qu'il servirait « en premier » les Etats-Unis s'il trouvait un vaccin. La réaction au sommet de l'Etat ne s'est pas fait attendre.

Le gouvernement américain « a le droit aux plus grosses précommandes », car les Etats-Unis « ont investi pour essayer de protéger leur population », a expliqué, mercredi 13 mai, le directeur général du groupe.

La réaction au sommet de l'Etat ne s'est pas fait attendre. Après le premier ministre, l'Elysée s'est « ému » de l'annonce selon laquelle le groupe pharmaceutique Sanofi servirait en priorité les Etats-Unis s'il trouvait un vaccin contre le Covid-19. « Les efforts déployés ces derniers mois montrent qu'il est nécessaire que ce vaccin soit un bien public mondial, extrait des lois du marché », a ajouté la présidence jeudi 14 mai, tout en précisant qu'Emmanuel Macron recevrait des dirigeants de Sanofi en début de semaine prochaine pour en discuter ».

Maintenant essayons de mettre de côté les politiquement corrects habituels et tentons de raisonner froidement en posant quelques éléments factuels.

Nous sommes 7 milliards, noirs, blancs, jaunes, marrons, riches ou pauvres, peu importe, nous sommes 7 milliards et tous parmi ces 7 milliards ne sont pas Français, nous ne sommes que 70 millions en gros sur ces 7 milliards...

Pourquoi je vous dis cela ?

Pour une raison simple.

L'égalité à la française, la pénurie pour tous!

En France nous aimons l'égalité, un peu trop parfois, et cela peut vite confiner à la crétinerie intellectuelle. Mais quand il n'y a pas assez de masques pour tout le monde, en France, nous en donnons à personne, et on explique que porter des masques ne sert à rien. Voilà comment cela fonctionne dans notre pays.

L'avantage de cette approche française, c'est qu'il n'y a pas besoin de choisir à qui donner les masques... C'est une approche idéologique.

Pas une approche pragmatique, mais c'est une manière de voir les choses et c'est la notre en France... mais nous ne sommes que 70 millions, pas 7 milliards, et aux Etats-Unis les choses sont vues très différemment.

L'approche à l'américaine par le marché!

Soit vous avez le pognon, le blé, le fric, et les billets verts pour acheter votre traitement, vos soins, soit vous ne l'avez pas et vous crevez la gueule ouverte... C'est un peu dur, un peu caricaturé, mais covid ou pas, c'est le principe de l'assurance privée qui prévaut... et donc celui de l'inégalité par l'argent ou de l'affectation des ressources disponibles par la loi de l'offre et de la demande et donc par l'ajustement des prix. Glacial.

Mais efficace.

Si vous êtes afro-américain fauché de Détroit vos chances dans la vie ne sont pas du tout identiques à celles du blanc instruit de Washington DC. Cela ne veut pas dire que les Etats-Unis ne se préoccupent pas de l'égalité des chances ou de la lutte contre le racisme, le politiquement correct ou encore la discrimination positive cela vient des Etats-Unis, mais ils assument en gros une approche par l'argent.

Donc comme ils financent (avec les planches à billets de la FED) la recherche d'un vaccin, c'est « America First ». On a payé, on a les premières doses...

Oui mais c'est pas juste répondent les autres la bouche en cœur...

Mais le monde est injuste, la vie et encore plus la mort sont injustes, mais ce n'est pas tout.

Voici un autre élément de réflexion.

Nous sommes 7 milliards d'habitants.

Imaginons que Sanofi trouve le vaccin génial, qui marche, qui ne rend pas malade, et qui vaccine vraiment et qui soit en plus bio avec le label ecocert (c'est de l'humour noir que les anti-vaccins sauront apprécier), il faut que Sanofi soit choisie qui va avoir les premières doses, soit, en fabrique disons 7 milliards avant de les

distribuer au même moment dans le monde entier, car Sanofi ne pourra pas produire 7 milliards de doses en 1 seconde !

Dans un monde imaginaire où nous sommes tous égaux et où tout le monde il est gentil, d'accord, on serait tous vacciné le même jour car nous aurions 7 milliards de vaccins, injectés par 7 milliards d'infirmières à 7 milliards d'habitants au même moment...

Mais dans la vraie vie, les Etats-Unis penseront que vacciner les Américains d'abord c'est nettement plus « rentable » et économiquement efficace que de commencer par les Français... Je ne suis pas certains que les Français accepteraient d'ailleurs ou même proposeraient à Sanofi de vacciner d'abord et en premier lieu tous les pays africains puisque c'est là-bas que le système de santé est le plus fragile.

Et c'est là que tout cela devient bigrement intéressant pour montrer ce que nous sommes réellement lorsque le gros temps est là.

Économiquement, il faut commencer par vacciner ceux qui rapportent le plus et qui produisent le plus. Peu importe votre place sur la palette des couleurs. On peut considérer que le gars dans une usine agro-alimentaire est plus important à vacciner qu'un haut cadre pinailleur de cases dans un tableur excel...

Sanitairement parlant, il faut commencer par vacciner les personnes les plus fragiles dans les pays au système de santé les plus faibles... ce qui revient à dire que les premières doses de vaccins de Sanofi ne devraient aller ni aux Américains, ni aux Français, mais aux Yéménites bombardés, aux Syriens réfugiés sous des tentes, aux Africains sous les nuages de criquets qui dévastent en plus les faibles récoltes...

Personne ne vous parle du véritable sujet.

D'abord nous n'avons pas encore de vaccin, et il se pourrait que nous n'en trouvions jamais, mais imaginons, qui recevra les premières doses ?

Quel sera le critère pour savoir qui recevra la première injection ?

Le tirage au sort ?

L'argent ?

La couleur de peau ?

Votre fragilité et votre état de santé ?

Et si vous êtes vieux ? Et si vous êtes malade ? Et si vous êtes au chômage pourquoi vous vacciner ?

Et si vous êtes africain, qu'il n'y a pas de laboratoire pharmaceutique dans votre pays (ce qui est généralement le cas) quand recevrez-vous les premiers doses ?

Ce sujet était prévisible depuis le départ.

Alors comment faire ?

Déjà il faut ouvrir le débat et en parler, tout simplement.

Ensuite il ne faut jamais oublier que ce qui nous définit c'est notre comportement par gros temps, pas notre politiquement correct de salon.

Il faut donc inviter tous ceux qui critiquent Sanofi ou les Américains à faire don de leur dose au profit des plus fragiles qu'eux, et je ne suis pas certain du succès de cette demande...

Le tirage au sort

Alors que faire, partir du principe que chaque vie compte à égalité, que l'on soit noirs, blancs, jaunes, marrons, riches ou pauvres, ce qui implique que l'approche la moins mauvaise est celle du tirage au sort, parce qu'elle ne sera pas basée sur la sélection de telle ou telle catégorie.

D'ailleurs c'était la conclusion à laquelle ils étaient arrivés dans le film « contagion ».

Au bout de deux ans, lorsque le vaccin est mis en point on tire au sort chaque jour une date, et ceux qui sont nés ce jour-là sont ceux qui sont vaccinés. Les autres attendent leur tour. Il n'y a aucune autre discrimination basée sur le fait que vous soyez noir, blanc, jaune, marron, riches ou pauvre, gros ou maigre, fort ou faible, c'est la terrible loi du hasard et de l'injustice de la vie, car la vie, comme la mort, comme le hasard sont aussi brutaux qu'injustes.

La vie est courte et nous devons en profiter, la vie est courte et nous devons la passer à nous aimer et pas à nous détester.

Ne pas s'arroger le droit de définir le bien, le mal ou les catégories!

Vaste programme n'est-ce pas.

Mais plus encore, il ne faut jamais s'arroger le droit de définir le mal ou le bien pas plus que de faire des classements entre des catégories, des couleurs, des groupes, car c'est le plus court chemin vers le pire. C'est lorsque les hommes s'arrogent ce droit, que nous allons vers tous les totalitarismes et vers les pires massacres.

Il ne faut jamais abdiquer notre humanité, notre compassion, notre bienveillance, et notre amour, même pas pour un vaccin.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Airbus, vers un plan de licenciement de 10 000 emplois !

J'ai une pensée amicale pour la très sympathique troupe de fidèles lecteurs que notre petite communauté a chez Airbus.

En effet l'avionneur européen pourrait supprimer 10 000 emplois ce qui serait une terrible saignée dans les effectifs tout en sachant que dans l'écosystème aéronautique c'est déjà l'hécatombe en particulier chez tous les sous-traitants de second et troisième rang.

Si pour le moment aucune décision n'a été prise, chez Airbus on réfléchit à une restructuration qui pourrait porter sur 7 % à 10 % des effectifs !

Le président exécutif d'Airbus, Guillaume Faury, devrait faire un point ce jeudi 14 mai avec les cadres dirigeants du groupe. Aucun commentaire n'a pu être obtenu auprès de la direction du groupe, qui doit en

informer au préalable les organisations syndicales représentatives. Des propositions pourraient être présentées vers la fin du mois aux syndicats.

L'aérien va être très durablement touché, et rien ne dit que nous retrouverons un jour les niveaux sur lesquels nous avons évolué jusqu'à la fin de l'année 2019.

J'ai toujours dit que à mon sens le transport de masse en avion était en réalité condamné par la transition écologique nécessaire à la protection de l'environnement, un petit virus venu de Chine, semble vouloir hâter ce processus qui, à mon sens, était inéluctable ce qui ne remet pas en cause la qualité exceptionnelle d'un groupe comme Airbus et de ses collaborateurs, mais pour beaucoup, il va être temps de penser à faire autre chose que de faire voler des immenses bus volants... en tous les cas pour quelques années, parce que les proportions ne seront peut-être plus jamais les mêmes.

Bon courage à tous ceux qui travaillent dans ce secteur à Toulouse et ailleurs.

Charles SANNAT

Trump, « ne veut pas pas parler à Xi Jinping »....



Donald Trump est en forme, il faut dire que l'histoire lui donne raison et que la pandémie mondiale qui met un bazar pas possible dans les chaînes d'approvisionnement, montre à quel point la mondialisation est un mauvais système.

Un mauvais système économique.

Un mauvais système écologique.

Un terriblement mauvais système politique, car il a permis l'émergence du totalitarisme marchand, celui des multinationales au-dessus des lois.

Ce système n'a pas prospéré sur sa puissance, mais sur nos faiblesses, sur nos renoncements et nos corruptions.

D'ailleurs pour les grandes entreprises, corrompre à travers les différentes méthodes de « lobbying » n'a jamais été aussi peu coûteux, le prix de la trahison aussi faible.

« Je ne veux pas parler à Xi Jinping pour le moment » !

En attendant voici ce que nous raconte l'agence Bloomberg:

« Le S&P 500 a chuté pour le troisième jour consécutif, tout en réduisant une partie de ces pertes grâce à une hausse des valeur bancaires.

Les actions ont chuté plus tôt dans la journée de jeudi après un rapport sombre sur les demandes d'allocations chômage aux États-Unis, qui a montré que la récession est sévère.

Pendant ce temps, le président Donald Trump a déclaré qu'il ne voulait pas parler à son homologue chinois Xi Jinping pour le moment ».

Enfin vous pouvez rajouter ce petit passage bien senti sur la « supply chain » et le fait que maintenant il va falloir produire et consommer made in USA...



Voilà donc de quoi largement remonter le moral des souverainistes et réduire de manière inversement proportionnelle celui des mondialistes.

Charles SANNAT

Les banques vont déclarer aux impôts si vous possédez un coffre à la banque

Un arrêté publié au Journal Officiel le 6 mai ([vous pouvez le lire ici](#)) impose désormais à tout établissement louant des coffres de déclarer à l'administration le nom des locataires dès le 1er septembre 2020.

Comme le mentionne cet article d'Investir les Echos, « *aussi étrange que cela puisse paraître, ces solides tiroirs bénéficiaient d'un vide juridique jusqu'à présent : les détenteurs n'étaient pas obligés d'en parler au fisc, pas plus que les établissements, ce qui ouvrait la voie à des dissimulations de patrimoine* ».

Je ne pourrais jamais que vous conseiller de payer vos impôts même si l'Etat n'est pas capable malgré tout ce qu'il prend, prélève et nous fait payer, de nous fournir des masques à 50 centimes pièces lorsqu'il y a une

pandémie mondiale. Il faudra donc bien évidemment ouvrir le débat du consentement aux impôts quand la charge fiscale devient aussi lourde et le service rendu aux citoyens aussi faible.

En attendant, vous avez jusqu'au 1^{er} Septembre pour fermer votre coffre à la banque et ne pas courir le risque d'être accusé de « dissimulation de patrimoine », car une fois tous les coffres déclarés, à chaque succession, il faudra et c'est potentiellement le risque, montrer que l'on a bien déclaré tout ce qu'il y avait dans le coffre du pépé...

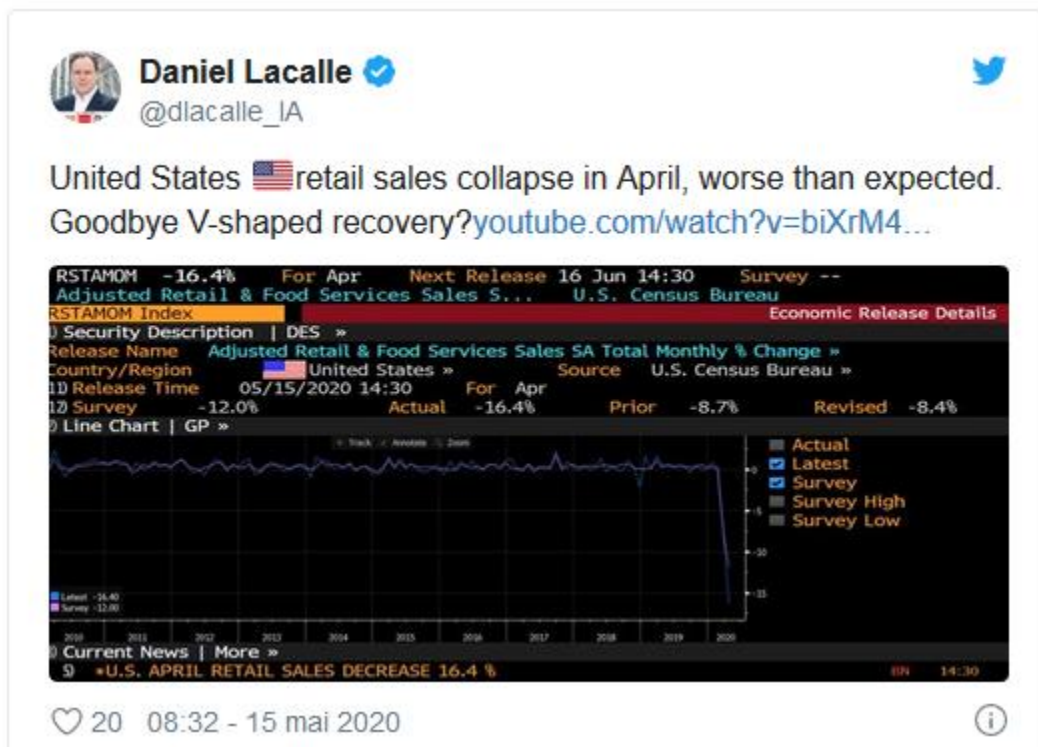
A ce stade, rien dans les textes n'indique qu'il faille préciser le contenu des coffres, et c'est en fait encore pire, car cela laissera à l'administration tout le loisir du doute et augure de relations difficiles avec les « contribuables » que nous sommes.

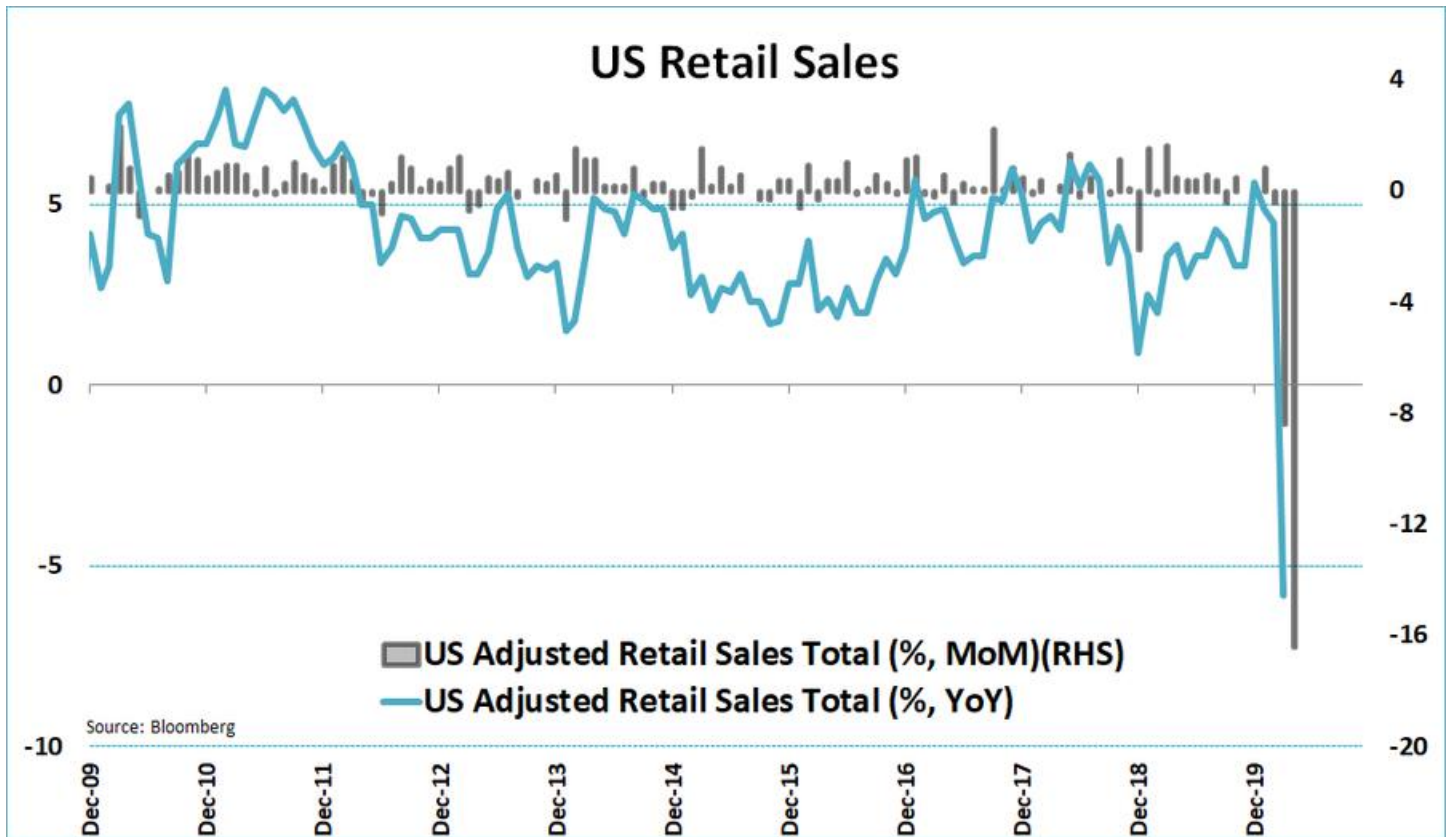
Je rappelle à toutes fins utiles, que si vous avez un coffre à la maison, vous n'êtes pas obligé de... le déclarer à l'administration !

Charles SANNAT

Les chiffres sont tous plus mauvais que prévus

Bruno Bertez 15 mai 2020





***Walter Bloomberg**
 @DeltaOne

U.S. APRIL INDUSTRIAL OUTPUT -11.2 PCT VS MARCH -4.5 PCT (PREVIOUS -5.4 PCT)

The chart shows US Industrial Production from 1939 to 2019. The y-axis represents the percentage change, ranging from -10% to 16%. The x-axis shows time in years, with markers for Dec-1939, Dec-1959, Dec-1979, Dec-1999, and Dec-2019. A sharp decline is visible in early 2020, reaching -11.2%.

US Industrial Production MM - Actual -11.2000

Percent

3M 6M 1Y 2Y 5Y 10Y 20Y Max

27 09:16 - 15 mai 2020

La plus grande menace économique actuelle

Brian Maher 13 mai 2020

Ciel, non ! Un nouveau fléau économique est en train de s'abattre sur le pays. Annonce CNN :

"Nouvelle menace pour l'économie : Les Américains économisent comme dans les années 80."

Un mal supérieur est-il possible ? Ainsi nous sommes informés :

Les Américains réduisent leurs dépenses, accumulent de l'argent et diminuent leurs dettes de cartes de crédit, car ils craignent que leurs emplois ne disparaissent pendant la pandémie de coronavirus...

Bien que la prudence soit une réponse logique à cette incertitude, le repli constitue également un risque pour la reprise dans une économie dominée par les dépenses de consommation. Une reprise dite en "V" ne peut se produire si les consommateurs restent sur la touche...

Le taux d'épargne aux États-Unis est passé de 8 % en février à 13,1 % en mars. C'est le taux d'épargne le plus élevé depuis novembre 1981.

L'article nous rappelle en outre que les dépenses de consommation représentent environ 70 % de l'économie américaine.

Ainsi, le vieux bourdon sort de la tombe une fois de plus - le "paradoxe de l'économie".

Les méfaits de l'épargne

L'épargnant individuel peut être le modèle de la prudence, de la frugalité, de la tolérance... de l'économie elle-même.

Mais si la nation entière immobilisait son argent ?

Un cycle sauvage se nourrirait et s'alimenterait de lui-même... jusqu'à ce que l'économie soit dévorée jusqu'aux dernières miettes.

La consommation serait réduite à la quasi-inexistence. Le PIB s'effondrerait en un tas. Des vagues de faillites s'écouleraient.

Tout cela à cause de l'égoïsme des épargnants. Ils refusent de délier les cordons de leur bourse... et de dépenser pour le plus grand bien.

Ce paradoxe de l'économie est peut-être le mythe mère des économistes de la lignée keynésienne.

Pourtant, il n'existe aucun paradoxe.

Aujourd'hui, nous soutenons - une fois de plus - que l'épargne est une bénédiction sans fard, à tout moment, en toutes circonstances.

Plongeons d'abord un pieu dans le cœur tortueux d'un autre mythe :

Le mythe selon lequel la consommation constitue 70 % de l'économie des États-Unis...

Statistiques mensongères

Une grande partie de ce qui se passe sous la bannière "dépenses de consommation" ... n'est pas une dépense de consommation.

Il s'agit de dépenses publiques. Medicare et Medicaid, par exemple, sont inclus.

En attendant, les calculs officiels du PIB n'incluent pas les énormes piles de mesures économiques.

Ces piles comprennent les investissements des entreprises et les dépenses en biens "intermédiaires".

Il s'agit bien sûr des intrants nécessaires à la production de biens finaux - donc intermédiaires. Ils doivent d'abord entrer avant que les biens de consommation puissent sortir.

L'acier dans l'automobile, le sucre dans les bonbons, le bois des meubles... ce sont des biens intermédiaires. Les dépenses de consommation ne représentent que 30 % du PIB ?

Pourtant, leur achat n'est pas considéré comme une dépense de consommation, sinon il serait compté deux fois. C'est ce qu'explique l'économiste Mark Skousen :

Le PIB ne mesure que la valeur de la production finale. Il laisse délibérément de côté une grande partie de l'économie - la production intermédiaire ou les biens en cours de fabrication au stade des produits de base, de la fabrication et du commerce de gros - pour éviter un double comptage.

Il faut maintenant ajouter les dépenses en biens intermédiaires. Que constatons-nous ?

Nous constatons que la consommation des consommateurs ne représente peut-être que 30 % du PIB. Skousen :

J'ai calculé que les dépenses totales (ventes ou recettes) dans l'économie à tous les stades étaient supérieures au double du PIB... Selon cette mesure - que j'ai appelée dépenses intérieures brutes, ou EIB - la consommation ne représente qu'environ 30 % de l'économie, tandis que l'investissement des entreprises (y compris la production intermédiaire) en représente plus de 50 %.

On peut ajouter que les Américains achètent des tas de biens étrangers. Ces achats n'ajoutent que peu de choses au produit intérieur brut.

Peut-être que les dépenses de consommation représentent moins de 30 % du PIB. Nous spéculons bien sûr. Nous n'avons pas interrogé les chiffres.

Nous revenons maintenant à notre principale affirmation, à savoir que l'épargne est une bénédiction sans fard, à tout moment et en toutes circonstances.

Rappelez-vous la loi de Say

"Depuis des temps immémoriaux, la sagesse proverbiale a enseigné les vertus de l'épargne", a écrit Henry Hazlitt il y a 74 ans, "et a mis en garde contre les conséquences de la prodigalité et du gaspillage".

Mais pour les opposants à l'épargne... la prodigalité et le gaspillage sont des vertus proches à des moments comme celui-ci.

Ils ont oublié la loi de leur Say - peut-être intentionnellement.

La loi du Say stipule que l'offre crée sa propre demande. "Les produits sont payés avec des produits", affirmait Jean-Batiste Say il y a plus de deux siècles.

La production doit précéder la consommation.

Nous revenons ici à un exemple que nous avons déjà cité...

Le boulanger et le cordonnier

Un homme produit du pain. Un autre produit des chaussures.

Disons que le boulanger fait cuire une douzaine de pains - 13 pains. Il en consomme deux.

Les 11 pains restants représentent ses économies. Il peut les vendre pour obtenir d'autres biens : des chaussures dans notre petit exemple.

Pendant ce temps, le cordonnier confectionne 13 paires de chaussures. Il a besoin d'une nouvelle paire pour lui-même. Il en réserve deux autres paires pour ses enfants en pleine croissance.

Ce type "consomme" trois paires de chaussures, c'est-à-dire. Les dix autres constituent ses économies. Comme notre boulanger, il peut échanger ses économies contre des marchandises.

Pour continuer...

Acheter est en fait une forme de troc

Le cordonnier qui a besoin de pain pour son dîner se présente devant le boulanger. Et le boulanger qui doit taper des pieds se présente devant le boulanger.

Ils peuvent faire des transactions en argent - le troc direct est primitif. Mais en y regardant de plus près, on constate que leurs transactions constituent en fait un troc indirect.

L'argent ne fait que jeter un voile illusoire sur les transactions.

En fin de compte, le boulanger achète ses chaussures avec le pain qu'il a fait cuire. Et le cordonnier achète son pain avec les chaussures qu'il a pavées.

Autrement dit, chacun a payé ses articles grâce à ses économies.

Conclut Monsieur Say :

Dans ce double échange, l'argent n'a qu'une fonction momentanée ; et lorsque la transaction est finalement conclue, on constatera toujours qu'un type de marchandise a été échangé contre un autre.

De plus, les biens qu'un homme acquiert grâce à ses économies lui permettent de produire plus de pains, plus de chaussures.

Nous devons en conclure qu'il ne peut y avoir d'excès d'épargne. L'épargne est égale à la richesse stockée.

Affirmer que l'épargne nuit à la société, c'est affirmer que la richesse nuit à la société.

Et l'épargne naît de la production.

"L'absence de demande"

Pourtant, les ennemis de l'épargne renversent la loi de Say. Ils pleurent non pas sur un manque de production mais sur un "manque de demande".

C'est-à-dire qu'ils placent la charrette de la consommation avant le cheval de trait de la production.

Le gouvernement doit faire la course à l'imprimerie pour combler la pénurie, pour fournir la demande manquante.

Mais aucune nouvelle production n'accompagne le flot d'argent. L'argent supplémentaire ne fait que poursuivre le stock de marchandises existant.

C'est la poursuite de l'alchimie, du plomb en or, du déjeuner gratuit. C'est la croyance semi-consciente que la presse écrite est la bougie d'allumage de la prospérité.

Elle néglige la production.

"Mais qu'en est-il des temps comme celui-ci ?", rétorque l'auteur de l'article de CNN. "Si tout le monde savait, l'économie s'effondrerait. Rappelez-vous le paradoxe de l'économie. Si le gouvernement n'intervient pas et ne dépense pas, qui le fera ?"

Mais les vieux économistes morts affirment qu'il n'y a pas le moindre paradoxe...

Pas de paradoxe de l'économie

Ce qui s'applique à l'individu s'applique à la société dans son ensemble, insistent-ils. Après tout, qu'est-ce que la société si ce n'est un ensemble d'individus ?

Si l'épargne en période de dépression est un crime économique aussi vicieux... comment une économie a-t-elle pu se redresser ?

La logique habituelle suppose que toutes ces économies s'effondrent et tombent dans l'oubli.

Pourtant, comme l'histoire le démontre abondamment, elles se redressent. Comme nous l'avons également expliqué précédemment...

Lorsque la société économise en période de vaches maigres, elle ne supprime pas la consommation, elle ne fait que la retarder.

La demande supposée perdue ne l'est pas du tout. Elle est simplement déplacée vers l'avenir.

L'épargne d'aujourd'hui est donc la dépense de demain, la consommation de demain. En réduisant la consommation aujourd'hui... la société permet une plus grande consommation demain.

Ou selon Hazlitt :

"L'épargne, en bref, dans le monde moderne, n'est qu'une autre forme de dépense."

Quelqu'un pourrait peut-être murmurer ces mots à l'oreille d'un certain rédacteur économique de CNN...

Pour sauver le capitalisme de lui-même

François Leclerc 15 mai 2020

Les circonstances exceptionnelles s'y prêtent, la foire aux idées nouvelles ne désemplit pas. Par quels moyens pourrait-on assumer l'héritage d'une situation financière inédite, l'apport actuel des banques centrales à la stabilisation du système ne suffisant pas ? comment sortir l'économie de la récession ? que faire face à l'endettement qui va s'accumuler si cela tarde ? Les remèdes traditionnels étant dépassés, d'autres doivent être inventés. Bien heureusement, de nouvelles recettes sont concoctées afin que les États cessent de s'endetter et que leurs dettes soient transformées, le capitalisme est sauvé !

Kenneth Rogoff, un ancien économiste en chef du FMI coutumier des gazettes, tente d'élargir la palette des moyens monétaires. Plutôt que de multiplier les garanties publiques apportées aux emprunts, il propose aux banques centrales de baisser radicalement leur taux directeur afin que les taux pénètrent systématiquement en terrain négatif. Le panorama de l'endettement des États, des entreprises, des collectivités et des ménages en serait radicalement changé, une solution qui serait pour lui nettement préférable à l'alternative que représenterait des restructurations de dette en série.

La Fed s'est formellement refusée à suivre ses homologues en adoptant un taux négatif, mais de nombreux investisseurs américains pensent que c'est inéluctable en raison de la profondeur de la crise économique qui traverse le pays. Après avoir tellement innové, la Fed ne peut plus s'arrêter, croient-ils. Et Donald Trump n'y prendrait pas ombrage car cela renforcerait l'économie américaine. Une étude de la BCE vient par ailleurs de montrer qu'une telle décision était « globalement neutre » pour les banques, contrairement aux idées reçues. Elles payent bien un intérêt pour leurs dépôts à la banque centrale, mais elles en tirent également un bénéfice en raison de l'amélioration de la solvabilité de leurs emprunteurs. L'étude apporte de quoi assurer la pérennité du dispositif et justifierait qu'il soit étendu...

L'un des éditorialistes des *Échos*, Eric Le Boucher, prétend lui aussi avoir trouvé un « vaccin économique pour le monde d'après » en reprenant une idée de Meryn Somerset Webb du *Financial Times*. Devant le développement massif de l'endettement des États qui sont amenés à soutenir les entreprises, aux collectivités et aux ménages que la Fed rachète aux États-Unis, il préconise une toute autre issue en transformant ces soutiens en actifs au lieu de les inscrire au passif. En d'autre terme, de systématiser ses participations comme elle a commencé à le faire en prenant des parts dans le capital d'entreprises. Une transformation qu'il qualifie de « solution par le haut », car qui peut croire dorénavant que « les méthodes anciennes de la croissance, l'inflation, l'impôt ou la répudiation [de la dette] » pourront éviter la tempête, fait-il remarquer ? On notera que l'État deviendra à ce jeu-là propriétaire d'une portion d'une propriété immobilière achetée par voie d'emprunt ! Mais il ne serait pas question, en tant qu'actionnaire minoritaire devenu omniprésent que l'État utilise un quelconque droit de vote, le principe de la propriété privée ne serait qu'écorné...

Abandonner les dogmes, cela ne peut pas faire de mal ! mais il y a un côté concours Lépine des inventeurs dans tout cela. Comme si un point de non-retour avait été franchi et qu'il fallait trouver une solution insaisissable...

Taux d'intérêt négatifs : Récompenser la prodigalité

05/12/2020L. Dwayne Barney Paul A. Cleveland

Actuellement, il existe des billions de dollars d'obligations dans le monde entier avec des taux d'intérêt négatifs. C'est une tournure des événements sans précédent, qui a semé la confusion chez de nombreux investisseurs non professionnels. Les épargnants sont naturellement perplexes quant à la possibilité que les obligations soient assorties de taux d'intérêt négatifs. Après tout, une personne intelligente prêterait-elle vraiment 1 000 dollars à quelqu'un pour être ensuite remboursée à hauteur de 950 dollars dans un an ?

Les économistes ont toujours considéré comme acquis que les gens préfèrent la consommation actuelle à la promesse d'une consommation équivalente à une date précise dans un avenir lointain. Si vous demandez à quelqu'un s'il souhaite recevoir 1 000 dollars aujourd'hui ou 1 000 dollars dans dix ans, voire dans un an, le choix se porte uniformément sur l'argent comptant immédiat. L'avenir est incertain, et la préférence va toujours à la récompense immédiate. En effet, cette préférence pour la consommation actuelle par rapport à la consommation future explique l'existence des taux d'intérêt : les gens doivent être dédommagés pour avoir reporté leur consommation à un moment ultérieur.

Comment se fait-il donc qu'un si grand nombre d'obligations dans le monde aient actuellement des rendements négatifs ?

Qui achète ces titres ? La réponse est qu'ils sont achetés par diverses banques centrales en utilisant de la nouvelle monnaie fiduciaire créée dans le but exprès de diminuer leurs rendements. Les banques centrales, qui ont le luxe de créer légalement et sans effort de la nouvelle monnaie, ne se soucient guère de savoir si les prix des obligations sont trop élevés pour en faire un investissement prudent. Elles prétendent plutôt gérer activement les taux d'intérêt pour des raisons macroéconomiques, comme stimuler la croissance, encourager l'emploi et faire en sorte que l'inflation soit proche de son "objectif" à long terme.

Examinez le fonctionnement du processus à l'aide d'un exemple numérique simple, bien que fictif. Un investisseur rationnel trouverait insensé de payer 1 030 dollars pour une obligation qui promet de rembourser 1 000 dollars dans un an. Mais une banque centrale qui imprime de la monnaie, n'ayant aucun souci de profit ou de perte, n'hésiterait pas à acheter un tel titre - le profit n'est pas un problème lorsque les obligations sont achetées avec de l'argent qui est créé de toutes pièces. Si la Réserve fédérale choisit de créer de l'argent frais et d'acheter des obligations, elle peut faire monter les prix aussi haut qu'elle le souhaite. Dans le cas de notre exemple numérique, si la Fed fait monter le prix jusqu'à 1 030 dollars, elle a imposé un taux d'intérêt de -3% sur le marché. Si la banque centrale veut que le taux baisse encore, disons jusqu'à -4%, il est alors facile de créer plus d'argent et d'acheter plus d'obligations pour faire monter le prix jusqu'à 1 040 dollars.

Jusqu'à présent, la Réserve fédérale n'est pas allée jusqu'à pousser les taux en territoire négatif. Néanmoins, à la suite de la crise financière de 2008, la Fed a intensifié ses achats d'obligations du gouvernement américain et a fait baisser les taux d'intérêt à un niveau proche de zéro. La Fed a continué à maintenir les taux à court terme bien en dessous de ce qui prévaudrait dans un marché sans entrave et a doublé son expansion monétaire dans le cadre du verrouillage COVID-19. Par ailleurs, les banques centrales étrangères ont poussé les taux d'intérêt au-delà de zéro et les ont amenés en territoire négatif. En fait, il y a une pression politique croissante aux États-Unis pour que la Réserve fédérale suive le mouvement. La motivation de cette intrusion dans les marchés

financiers est la croyance largement répandue que des taux d'intérêt toujours plus bas sont nécessaires pour développer l'activité économique réelle. En outre, les politiciens aiment les taux d'intérêt bas, parce que ces derniers rendent les paiements de la dette nationale importante et croissante moins préoccupants dans l'immédiat.

Tout au long de l'histoire, les gouvernements ont considéré la création de nouveaux fonds comme un moyen intelligent d'augmenter les dépenses sans avoir à augmenter les impôts. Aux États-Unis, la banque centrale est, au moins en théorie, "indépendante" du gouvernement fédéral. Cette séparation a permis d'éviter une inflation galopante résultant d'un financement excessif des programmes de dépenses publiques par de l'argent frais. Bien entendu, le gouvernement fédéral est toujours en mesure de financer ses dépenses en vendant des obligations. Et, dans la mesure où les obligations sont achetées par la Réserve fédérale avec de l'argent nouvellement créé, cela équivaut essentiellement à ce que le gouvernement fédéral imprime l'argent pour financer ses dépenses par ses propres moyens. Le seul piège pour un gouvernement dépensier est que la Fed n'est pas obligée d'acheter les obligations du gouvernement. Si la Fed décidait de ne pas continuer à acheter les obligations, leurs prix baisseraient et les taux d'intérêt augmenteraient jusqu'à un niveau déterminé par le marché. Le gouvernement américain a la chance que cela ne se soit pas produit. Depuis la crise financière, la Réserve fédérale a, pour la plupart, été un acheteur volontaire de la dette publique, et les taux d'intérêt ont donc été poussés à des niveaux historiquement bas.

Comme les banquiers centraux ont continué à pousser les taux d'intérêt sur les obligations toujours plus bas, les épargnants sont obligés de chercher ailleurs un taux de rendement décent. Cela est particulièrement vrai pour les retraités, qui ont toujours considéré les obligations d'État et d'entreprises comme des investissements relativement sûrs pour leur portefeuille de retraite. Aujourd'hui, comme ces titres ne génèrent que peu ou pas de rendement, ils recherchent des options d'investissement plus risquées. Le processus commence par le transfert d'argent vers des actions de premier ordre, puis vers des actions de jeunes entreprises. Ainsi, on les trouve de plus en plus souvent à investir dans des actions de Spotify, Uber et Tesla au cas où ces sociétés feraient des bénéfices. (Si cette stratégie ne fonctionne pas, les tables de blackjack de Las Vegas présentent une autre alternative).

Les cours des actions ont été de plus en plus élevés car les investisseurs ont été contraints de fuir les obligations dont les rendements sont proches de zéro ou même négatifs. Bien que la Réserve fédérale n'ait pas acheté directement des actions, ses achats massifs d'obligations au cours de la dernière décennie ont faussé les cours des actions en poussant les gens à délaissier les obligations pour les actions. Les banques centrales étrangères font monter les cours des actions de manière plus directe. Nombre d'entre elles n'hésitent pas à créer de l'argent frais et à acheter carrément des actions. L'examen des bilans des banques centrales étrangères fait apparaître une variété d'actifs, notamment des actions d'Apple, de Microsoft, etc. Même avec le ralentissement actuel de l'activité économique et la chute des cours boursiers qui en résulte, beaucoup sont encore surévalués.

La hausse des cours boursiers est généralement applaudie comme un signe de bonne santé économique. De plus, il existe une opinion erronée mais largement répandue selon laquelle des cours boursiers élevés sont "bons" pour les investisseurs. Il faut faire attention à ces généralisations. Plus précisément, des cours boursiers élevés sont "bons" pour les investisseurs qui sont en fin de vie professionnelle ou qui en sont proches et qui possèdent déjà un important portefeuille d'actions. Une jeune personne qui entre dans la vie active et qui travaille fébrilement pour économiser suffisamment d'argent pour acheter sa première action d'Apple ne tire pas profit d'un marché boursier gonflé. Des cours boursiers élevés sont une bonne chose pour certains, et une mauvaise chose pour d'autres. Bien entendu, un effondrement du marché boursier inversera ces rôles à court terme et se produirait certainement si la Fed décidait finalement de laisser les taux d'intérêt revenir à l'équilibre réel du marché.

En plus de cette imposition aux retraités, la manipulation à la baisse des taux d'intérêt par la Fed a un autre effet. En effet, il s'agit simplement d'un plafonnement des prix qui maintient les taux d'intérêt bien en dessous de ce qui prévaudrait dans un marché sans entraves. Comme tout contrôle des prix de ce type, celui-ci crée un manque d'épargne réelle, qui assure la subsistance des investissements en capital effectués. En d'autres termes, les épargnants sont moins incités à épargner et les emprunteurs sont davantage incités à emprunter. Ces emprunts ne sont possibles que grâce à la création de cet argent frais qui ne nécessite pas une épargne réelle plus importante. À terme, cette déconnexion du marché doit être réalisée, et les mauvais investissements en capital devront être liquidés.

On peut voir cela se produire alors que les étudiants continuent à accumuler des dettes d'études. Au moment où nous écrivons ces lignes, la dette des prêts étudiants s'élève à un peu plus de 1,6 trillion de dollars. En 2008, lorsque la crise financière a commencé, ce chiffre s'élevait à environ 600 milliards de dollars. Au-delà de la dette d'études, il y a un barrage constant de publicité pour que les personnes âgées contractent des prêts via des hypothèques inversées. Une fois de plus, ces prêts représentent une importante désépargne dans l'économie, car les gens consomment leurs ressources futures et leurs économies passées.

Alors, où nous laisse la réalité actuelle de l'activisme des banques centrales ? Par l'achat d'obligations et d'actions, les banques centrales sont capables de manipuler les marchés financiers et l'activité économique réelle. Dans une large mesure, le succès ou l'échec d'une entreprise dépend de sa capacité à obtenir des capitaux financiers par l'émission de titres. Une entreprise dont les actions sont facilement englouties par une banque centrale créatrice de monnaie sera avantagée par rapport à une entreprise dont les actions ne sont pas traitées aussi favorablement. En abaissant le coût du capital d'une entreprise et non d'une autre, les banques centrales peuvent en fin de compte déterminer qui reste en activité et qui fait faillite. Cette capacité à choisir les gagnants et les perdants peut se frayer un chemin à travers les marchés pour déterminer l'ensemble des biens et services disponibles pour le consommateur. Cela bouleverse la pensée traditionnelle. Selon la conception traditionnelle de la libre entreprise, les entreprises dont les biens et services sont les plus appréciés des consommateurs verront leurs revenus et leurs bénéfices augmenter et, en fin de compte, le cours de leurs actions augmenter. La hausse du cours de l'action est la récompense des propriétaires, générée par la production des biens et services les plus désirés par les consommateurs. Les entreprises dont les produits ne sont pas aussi désirables manqueront de liquidités, ne pourront pas vendre leurs actions ou emprunter de l'argent, et seront contraintes de cesser leurs activités. Mais les banques centrales peuvent modifier le processus en fournissant des capitaux financiers sans frais à une entreprise plutôt qu'à une autre. Une entreprise avantagée peut baisser le prix de sa production par rapport à ses concurrents, ce qui finit par les pousser à la faillite. Cela détermine alors les biens et services que les consommateurs pourront acheter sur le marché.

Récemment, la question de savoir si les banques centrales devraient étendre leurs activités aux préoccupations environnementales, plutôt que de se concentrer uniquement sur les objectifs historiques de stabilité des prix et de maximisation de l'emploi, a fait l'objet d'un débat accru. De cette discussion, on peut voir comment les entreprises qui sont considérées comme faisant les "bonnes" choses pourraient être avantagées et être les survivantes sur le marché, indépendamment du fait que les biens et services qui sont produits sont des choses que les consommateurs veulent vraiment. Les premières émissions d'actions qui sont rachetées avec avidité par les banquiers centraux avec les presses à imprimer seront toujours un succès. Une entreprise concurrente dont les obligations et les actions sont évitées ne pourra probablement pas rester longtemps en activité. Les marchés libres et la liberté individuelle ne peuvent exister dans un monde où les gouvernements, travaillant main dans la main avec leurs banques centrales, déterminent quelles entreprises survivent et lesquelles échouent.

La crise financière de 2008 a justifié l'intrusion toujours plus importante des banques centrales du monde entier sur les marchés financiers. COVID-19 n'a fait qu'ajouter de l'huile sur le feu. Des idées et des politiques qui étaient auparavant considérées comme absurdes, telles que les taux d'intérêt négatifs et les achats d'actions purs et simples par les banques centrales, sont maintenant de plus en plus acceptés comme la norme. La manipulation des marchés par l'achat d'obligations et d'actions est un moyen peu transparent qui permet aux gouvernements d'exercer un contrôle toujours plus grand sur l'activité économique. Tant que la monnaie fiduciaire existe et qu'elle est créée par les gouvernements par l'intermédiaire de leurs banques centrales, la libre entreprise est menacée. La crise financière de 2008 a ouvert la porte, et les gouvernements et les banques centrales l'ont franchie avec joie. Il reste à voir si la direction actuelle peut être inversée. Aux États-Unis, la Fed peut s'efforcer de maintenir un certain degré d'indépendance, mais cela va être difficile étant donné que le président de la Fed et le conseil des gouverneurs sont en fin de compte des personnes nommées par les politiques. Si les hommes politiques veulent des taux d'intérêt négatifs, le président de la Fed et le conseil des gouverneurs ne peuvent opposer une résistance que tant qu'ils restent à leurs postes respectifs. Les nouveaux gouverneurs qui souhaitent être plus "accommodants" vis-à-vis des besoins du gouvernement fédéral et de ses programmes de dépenses peuvent toujours être nommés. Les défenseurs de la liberté trouvent un certain encouragement dans le marché naissant qui se développe pour les bitcoins et d'autres formes d'argent du marché libre. Bien que les monnaies numériques ne soient pas encore largement utilisées pour l'achat de biens de consommation et de services, le développement de l'argent privé n'est pas soumis aux caprices des politiciens. Elles permettent d'espérer des taux d'intérêt rationnels, des prix sûrs et une liberté économique.

Auteurs :

L. Dwayne Barney

L. Dwayne Barney est professeur émérite en finance à l'université d'État de Boise.

Contactez Paul A. Cleveland

Paul Cleveland enseigne l'économie à Birmingham-Southern College en Alabama.



Les relations sino-américaines plus conflictuelles dépriment les marchés

rédigé par [Philippe Béchade](#) 15 mai 2020



La production industrielle qui grimpe de 3,9% en [Chine](#) en avril (contre 1,5% attendu), cela a dû beaucoup agacer [Donald Trump](#), qui relance les hostilités avec Pékin : **interdiction pour les fonds de retraite américains d'acheter des entreprises chinoises** (elles s'en remettront) et, désormais, **interdiction aux entreprises américaines de fournir des composants au groupe Huawei**, en plus de l'interdiction plus ancienne d'acheter des équipements destinés à la 5G fabriqués par le groupe chinois.

On imagine difficilement Pékin ne pas réagir dans la même veine en mettant des bâtons réglementaires et douaniers dans les roues d'entreprises technologiques américaines qui se retrouveront accusées de cyber-espionnage ou de porter atteinte d'une manière ou d'une autre à la sécurité intérieure du pays.

Les manœuvres navales en mer de Chine s'intensifient et les opérations d'intimidation à l'encontre de navires transitant dans les eaux internationales sur lesquelles la Chine prétend exercer sa souveraineté se multiplient... ce qui n'a forcément pas échappé au Pentagone et à Donald Trump.

Résultat. : le [CAC40](#) est passé de 4 325 vers 4 260 durant l'heure du déjeuner et la perte hebdomadaire s'élève à -6% à Paris

La plus grande vague de licenciement de pilotes de l'histoire se profile aux Etats-Unis

rédigé par [Philippe Béchade](#) 14 mai 2020



Delta Airlines vient de prévenir son personnel -et les marchés- que la vigoureuse reprise anticipée par Steven Mnuchin et voulue par la Maison Blanche subira un certain retard du côté des compagnies aériennes.

Delta Airlines vient en effet de publier une note interne dans laquelle il apparaît que la compagnie "brûle" 50 M\$ de cash par jour et que sur les 14.000 pilotes qui volaient chaque mois, il n'en faudra plus qu'à peine 7.000 cet automne.

Les Etats Unis pourraient connaître la plus grosse vague de licenciement de pilotes depuis l'immédiat après-seconde guerre mondiale, les lendemains du "11 septembre" feront presque figure de péripétie passagère.

Ce sont probablement plus de 50.000 pilotes qui ne voleront plus d'ici la fin de l'année sur l'ensemble du territoire, toutes compagnies confondues.

Afin de réduire ses frais, Delta Airlines envisage de cesser l'exploitation de ses 18 gros porteurs B-777 (vols transatlantiques et de cote Est vers cote ouest- ainsi que les vieux appareils de sa flotte de type Mac Donnel-90 et MD88 en fin de carrière.

Wall Street digère allègrement les chiffres du chômage aux Etats-Unis

rédigé par [Philippe Béchade](#) 14 mai 2020

Les places européennes ont accusé le coup lors de la publication des chiffres hebdomadaires du chômage, le CAC40 chutant de -3,3% jusque vers 4.195Pts, avant de se redresser vers 4.250 : comme d'habitude, les gérants américains sont venus nous laminer pour dégager de quoi soutenir les cours à Wall Street (le S&P500 ne perd plus que 0,5% contre -1,6% à l'ouverture).

Une perte aussi anodine reste cependant surprenante, et manifestement déconnectée des chiffres publiés par le Département américain du Travail, lequel a enregistré 2.981.000 nouveaux inscrits aux allocations chômage la semaine dernière, à comparer à 3.176.000 la semaine précédente (contre 3.169.000 en estimation initiale).

Le score hebdomadaire est supérieur de +20% par rapport au consensus qui visait plutôt 2,5 millions d'inscriptions.

Ceci porte le nombre de nouveaux chômeurs inscrits depuis le début de la crise à plus de 35 millions de personnes, ce qui correspond à 20% de la population active américaine, au minimum.

La machine est devenue infernale

rédigé par [Bruno Bertez](#) 15 mai 2020

La dette atteint des niveaux colossaux... et ce n'est pas près de s'arrêter : la loterie s'est transformée en machine infernale.



Nous avons examiné hier [les mensonges scintillants](#) qui dissimulent le fait que... nous sommes dans la m***.

Voici pourquoi...

Afin de respecter les obligations de la dette existante, les entreprises les plus faibles sont obligées d'emprunter davantage pour couvrir le service de la dette. La dette monte donc en flèche.

Le risque sur les prêts accordés par les créanciers est désormais plus élevé. La spéculation sur les actifs financiers sous forme d'obligations et d'autres instruments de dette a été considérablement stimulée par les autorités. On a branché une loterie sur les dettes afin de pouvoir les surévaluer, en vendre plus et plus cher.

Avec une crise de la production et des investissements causée par des coûts excessifs du service de la dette, la capacité des sociétés capitalistes à récupérer et à démarrer un nouveau cycle est affaiblie.

Dettes, du jamais vu

L'effondrement intervient avec une dette mondiale – à la fois publique, d'entreprise et des ménages – élevée. Du jamais vu, désormais pire qu'en temps de guerre.

L'Institute of International Finance, un organisme commercial bancaire, estime que la dette mondiale, tant publique que privée, a dépassé 255 000 Mds\$ fin 2019. C'est 87 000 Mds\$ de plus qu'au début de la crise de 2008.

Pourtant, la seule solution viable à court terme consiste à emprunter davantage pour survivre jusqu'à la fin de la crise. Résultat : les débiteurs – tous les débiteurs – vont aborder la prochaine crise avec des piles de dettes encore plus astronomiques.

Les entreprises tentent de s'endetter davantage. Les sociétés américaines ont vendu en avril le plus gros montant de dette en trois ans. Ces dettes sont en quelque sorte garanties et souscrites par les banques centrales.

La dette est le principal problème des économies capitalistes, et le surendettement va provoquer une baisse des investissements des entreprises. Cela présage une baisse de l'emploi draconienne et donc une baisse de la distribution de revenus aux salariés. La demande va encore chuter, les débouchés se réduire et les recours aux dettes vont encore et encore augmenter pour payer les dépenses sociales de soutien de l'ordre systémique.

Explosion des inégalités

On va continuer à faire tourner la machine infernale à produire de la dette – ce qui va faire que les riches s'enrichiront et épargneront davantage, tandis que le bas de l'échelle des revenus va se paupériser.

Les inégalités vont exploser.

Les riches n'investiront pas leurs richesses supplémentaires dans les équipements productifs ; ils vont les thésauriser ou les employer en spéculations financières.

La machine est devenue infernale.